

GE_GERICHTE ATAS/576/2010 vom 25. Mai 2010

GE Cour de justice, 2010-05-25, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_576_2010

FR: GE_GERICHTE ATAS/576/2010 du 25 mai 2010

IT: GE_GERICHTE ATAS/576/2010 del 25 maggio 2010

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 56V al. 1 let. a ch. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 22 novembre 1941 (LOJ ; RS E 2 05), le Tribunal cantonal des assurances sociales connaît en instance unique des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA; RS 830.1) qui sont relative à la loi fédérale sur l'assurances-invalidité du 19 juin 1959 (LAI; RS 831.20).

A/3332/2009 - 7/14 -

E. 2

La LPGA est entrée en vigueur le 1er janvier 2003, entraînant la modification de nombreuses dispositions légales dans le domaine des assurances sociale. Sur le plan matériel, le point de savoir quel droit s'applique doit être tranché à la lumière du principe selon lequel les règles applicables sont celles en vigueur au moments où les faits juridiquement déterminants se sont produits (ATF 130 V 229 consid. 1.1 et les références). Les règles de procédure s'appliquent quant à elles sans réserve dès le jour de son entrée en vigueur (ATF 117 V 71 consid. 6b). En l'espèce, la décision litigieuse du 27 mai 2009 est postérieure à l'entrée en vigueur de la LPGA et des modifications de la LAI relatives aux 4ème et 5ème révisions, entrées en vigueur respectivement en date des 1er janvier 2004 et 1er janvier 2008. Par conséquent, d'un point de vue matériel, le droit éventuel à une rente d'invalidité supérieure à une demi-rente doit être examiné au regard des 4ème et 5ème révisions de cette loi, dans la mesure de leur pertinence (ATF 130 V 445 et les références, voir également ATF 130 V 329).

E. 3

Le recours a été déposé dans les forme et délais prévus par la loi (art. 56 à 61 LPGA). Bien qu'interjeté en date du 14 septembre 2009 contre la décision de l'OAI du 10 juillet 2009 reçue le 14 juillet 2009, le recours respecte le délai de 30 jours puisque celui-ci ne court pas du 15 juillet au 15 août inclusivement (art. 38 al. 4 let. b LPGA). Il est dès lors recevable.

E. 4

La question litigieuse vise à déterminer si l'assurée a droit à des prestations de l'assurance invalidité.

E. 5

Est réputée invalidité, l'incapacité de gain totale ou partielle présumée permanente ou de longue durée résultant d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 8 al. 1 LPGA et art. 4 al. 1 LAI). Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur le marché du travail équilibré qui entre en considérations, si cette diminution résulte d'une atteinte à la santé

physique ou mentale ou qu'elle persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Il y a lieu de préciser que selon la jurisprudence, la notion d'invalidité, au sens du droit des assurances sociales, est une notion économique et non médicale ; ce sont les conséquences économiques objectives de l'incapacité fonctionnelle qu'il importe d'évaluer (ATF 110 V 275 consid. 4a ; 105 V 207 consid. 2). Ainsi le taux d'invalidité ne se confond pas nécessairement avec le taux d'incapacité fonctionnelle déterminé par le médecin ; ce sont les conséquences économiques objectives de l'incapacité fonctionnelle qu'il importe d'évaluer (ATF 110 V 275 consid. 4a). L'assuré a droit à une rente entière s'il est invalide à 70% au moins, à un trois-quarts de rente s'il est invalide à 60% au moins, à une demi-rente s'il est invalide à 50% au moins, ou à un quart de rente s'il est invalide à 40% au moins (art.28 LAI).

A/3332/2009 - 8/14 -

E. 6

La plupart des éventualités assurées (par exemple la maladie, l'accident, l'incapacité de travail, l'invalidité, l'atteinte à l'intégrité physique ou mentale) supposent l'instruction de faits d'ordre médical. Dans l'assurance-invalidité, l'instruction des faits d'ordre médical se fonde sur le rapport du médecin traitant destiné à l'Office de l'assurance-invalidité, les expertises de médecins indépendants de l'institution d'assurance, les examens pratiqués par les Centres d'observation médicale de l'assurance-invalidité (ATF 123 V 175), les expertises produites par une partie ainsi que les expertises médicales ordonnées par le juge de première ou de dernière instance (VSI 1997, p. 318 consid. 3b). Lors de l'évaluation de l'invalidité, la tâche du médecin consiste à porter un jugement sur l'état de santé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler. En outre, les données médicales constituent un élément utile pour déterminer quels travaux on peut encore, raisonnablement exiger de l'assuré (ATF 125 V 261 consid. 4 et les références ; ATF 115 V 134 consid. 2 ; 114 V 314 consid. 3c; 105 V 158 consid. 1 in fine). En ce qui concerne la valeur probante d'un rapport médical, ce qui est déterminant c'est que les points litigieux aient fait l'objet d'une étude circonstanciée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées par la personne examinée, qu'il ait été établi en pleine connaissance de l'anamnèse, que la description du contexte médical et l'appréciation de la situation médicale soient claires et enfin que les conclusions de l'expert soient dûment motivées. Au demeurant, l'élément déterminant pour la valeur probante n'est ni l'origine du moyen de preuve ni sa désignation comme rapport ou comme expertise, mais bel et bien son contenu (ATF 125 V 352 consid 3a, 122 V 160 consid. 1c et les références). Selon le principe de la libre appréciation des preuves, l'administration ou le juge apprécie librement les preuves, sans être lié par des règles formelles, en procédant à une appréciation complète et rigoureuse des preuves. Dès lors, le juge doit examiner de manière objective tous les moyens de preuve, quelle qu'en soit la provenance, puis décider si les documents à disposition permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. Lorsque les rapports médicaux sont contradictoires, le juge ne peut trancher l'affaire sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion médicale et non pas sur une autre (ATF non publié du 23 juin 2008, 9C_773/2007 consid. 2.1).

E. 7

L'assurée conteste les conclusions de l'intimé quant à sa capacité de travail, son médecin traitant ayant admis son impossibilité à travailler à plus de 50% dans une activité limitée.

E. 8

Sur le plan somatique, les différents médecins consultés ont attesté de l'existence de lombalgies chroniques avec réaction inflammatoire de type Modic 1. Il n'est ainsi

A/3332/2009 - 9/14 - pas contesté que l'assurée ne peut plus du tout exercer d'activité dans son métier de blanchisseuse. Contrairement au Dr E _____, le Dr H _____ a conclu à une capacité de 100% dans une activité adaptée avec des limitations fonctionnelles et une diminution de rendement de 10-15%.

Le Tribunal de céans constate que, le rapport du Dr H _____, au contraire de celui du Dr E _____, se base sur une anamnèse complète et motivée et qu'il remplit tout les réquisits nécessaires selon la jurisprudence pour lui voir reconnaître pleine valeur probante. Il n'y a dès lors pas lieu de remettre en cause ses conclusions quant à la capacité de travail de l'assurée.

Cela étant, dans la mesure où l'intimé admet une capacité de travail de 85-90% dans une activité adaptée, c'est celle-ci qui sera retenue, car plus favorable à l'assurée.

E. 9

Il n'est de surcroît pas contesté que l'assurée souffre d'un trouble somatoforme douloureux persistant. Seuls les médecins du Centre multidisciplinaire d'étude et de traitement de la douleur ont évoqué l'existence d'une fibromyalgie. Ceci n'a cependant aucune incidence dans la mesure où selon la jurisprudence l'appréciation juridique du caractère invalidant de ces deux pathologies obéit aux mêmes critères (ATF 132 V 65). a) Les atteintes à la santé psychiques peuvent, comme les atteintes physiques entraîner une invalidité au sens de l'art. 4 al. 1 LAI en liaison avec l'art. 8 LPGA. On ne considère pas comme des conséquences d'un état psychique maladif, donc pas comme des affections à prendre en charge par l'assurance-invalidité, les diminutions de la capacité de gain que l'assuré pourrait empêcher en faisant preuve de bonne volonté; la mesure de ce qui est exigible doit être déterminée aussi objectivement que possible (ATF 102 V 165; VSI 2001 p. 224 consid. 2b et les références; cf aussi ATF 127 V 294 consid. 4c in fine).

La reconnaissance de l'existence de troubles somatoformes douloureux persistants suppose d'abord la présence d'un diagnostic émanant d'un expert (psychiatre) et s'appuyant lege artis sur les critères d'un système de classification reconnu (ATF 130 V 396 consid. 5.3 et consid. 6). Comme pour toutes les autres atteintes à la santé psychique, le diagnostic de troubles somatoformes douloureux persistants en constitue pas encore une base suffisante pour conclure à une invalidité. au contraire, il existe une présomption que les troubles somatoformes douloureux ou leurs effets peuvent être surmontés par un effort de volonté raisonnablement exigible. Le caractère non exigible de la réintégration dans le processus de travail peut résulter de facteurs déterminés qui, par leur intensité et leur constance, rendent la personne incapable de fournir cet effort de volonté. Dans un tel cas, en effet, l'assuré ne dispose pas des ressources nécessaires pour vaincre ses douleurs. La question de

A/3332/2009 - 10/14 - savoir si ces circonstances exceptionnelles sont réunies doit être tranchée de cas en cas à la lumière de différents critères.

Au nombre des critères dégagés par la jurisprudence, qui permettent de juger du caractère invalidant d'un trouble somatoforme douloureux, figure au premier plan la présence d'une comorbidité psychiatrique importante par sa gravité, son acuité et sa durée. D'autres critères peuvent être déterminants. Ce sera le cas des affections corporelles chroniques, d'un processus maladif s'étendant sur plusieurs années sans rémission durable (symptomatologie inchangée ou progressive), d'une perte d'intégration sociale dans toutes les manifestations de la vie, d'un état psychique cristallisé, sans évolution possible au plan thérapeutique, résultant d'un processus défectueux de résolution du conflit, mais apportant un soulagement du point de vue psychique (profit primaire tiré de la maladie, fuite dans la maladie), de l'échec de traitement ambulatoire ou stationnaire conformes aux règles de l'art (même avec différents types de traitements), cela en dépit de l'attitude coopérative de la personne assurée (ATF 130 V 352). Plus ces critères se manifestent et imprègnent les constatations médicales, moins on admettra l'exigibilité d'un effort de volonté.

Si les limitations liées à l'exercice d'une activité résultent d'une exagération des symptômes ou d'une constellation semblable, on conclura, en règle ordinaire, à l'absence d'une atteinte à la santé ouvrant le droit à des prestations d'assurance. Au nombre des situations envisagées figurent la discordance entre les douleurs décrites et le comportement observé, l'allégation d'intenses douleurs dont les caractéristiques demeurent vagues, l'absence de demande de soins, les grandes divergences entre les informations fournies par le patient et celles ressortant de l'anamnèse, le fait que des plaintes très démonstratives laissent insensibles l'expert, ainsi que l'allégation de lourds handicaps malgré un environnement psychosocial intact (voir sur l'ensemble du sujet ATF 131 V 49 et les références citées).

Par ailleurs, s'agissant des troubles dépressifs, il y a lieu d'observer que selon la doctrine médicale (cf. notamment DILLING/MOMBOUR/SCHMIDT (Hrsg.), Internationale Klassifikation psychischer Störungen, ICD-10 Kapitel V (F), 4e édition, p. 191) sur laquelle s'appuie le Tribunal fédéral, les états dépressifs ne constituent en principe pas une comorbidité psychiatrique grave et durable à un trouble somatoforme douloureux, dans la mesure où ils ne sont en règle générale qu'une manifestation réactive ne devant pas faire l'objet d'un diagnostic séparé (ATF 130 V 352 consid. 3.3.1 in fine et les références citées). On rappellera encore que la reconnaissance du caractère invalidant de troubles somatoformes douloureux chez de jeunes assurés doit rester exceptionnelle en l'absence de comorbidité psychiatrique (ATFA non publié du 31 janvier 2006, I 488/04 et les références). Concernant l'état psychique cristallisé, un tel état ne saurait être admis lorsque l'assuré n'a pas suivi de traitement psychiatrique durable et que, par ailleurs, il fait preuve d'une mauvaise compliance médicamenteuse (ATFA du 22 février 2006

A/3332/2009 - 11/14 - cause I 506/04, voir aussi ATFA du 21 avril 2006, cause I 483/05), lorsqu'il a uniquement pris un traitement d'anxiolytiques et non pas d'antidépresseurs (ATFA du 4 février 2006, cause I 580/04), lorsque la poursuite du traitement est susceptible d'améliorer la symptomatologie d'anxiété (ATFA du 8 juillet 2004, cause I 380/03), lorsque l'épisode dépressif moyen est en rémission complète (ATFA du 17 juillet 2006, cause I 297/05), lorsque aucun élément psychotique, aucune souffrance ou dysfonctionnement personnel, professionnel et social, ni encore des traits d'une personnalité dissociée ne peuvent être retenus (ATFA du 25 novembre 2004, cause I 450/03), en l'absence d'une source de conflit intrapsychique ou situation conflictuelle externe (ATFA du 23 juin 2004 cause I 272/03) lorsque l'état de l'assuré est susceptible de s'améliorer grâce à la stabilisation de la vie familiale et à l'instauration d'un traitement antidépresseur (ATFA du

10 novembre 2005, cause I 638/04), lorsque l'état psychique est stabilisé grâce à une médication adéquate et qu'un suivi psychothérapeutique constituerait un traitement adéquat des troubles en cause (ATFA du 12 septembre 2005, cause I 497/04), lorsque l'assuré fait état d'une envie de travailler et d'une certaine ambition sociale (ATFA du 13 juillet 2005, cause I 626/04). S'agissant de la perte d'intégration sociale dans toutes les manifestations de la vie, elle n'est pas réalisée dès lors que l'assuré effectue des promenades avec des amis qu'il voit fréquemment et maintient des contacts sociaux avec sa famille en Espagne (ATFA du 22 février 2006, cause I 506/04), qu'il bénéficie d'une vie familiale épanouie, reçoit des amis et se rend chez eux (ATA du 4 février 2006, cause I 580/04), qu'il a une vie retirée, passant beaucoup de temps à la maison mais a gardé un certain réseau d'amis qui viennent le voir ou auxquels il rend visite (ATFA du 29 novembre 2005, cause I 665/04), qu'il se dit bien entouré sur le plan familial (ATFA du 16 août 2005, cause I 539/04), qu'il vit dans une situation de retrait mais qu'il a des contacts réguliers avec ses proches et qu'il retourne régulièrement dans son pays d'origine avec sa famille ou des amis (ATFA du 2 mars 2005, cause I 690/04), qu'il est à même d'entretenir des contacts sociaux, d'exercer des activités sportives (natation) et de loisir (promenade) (ATFA du 8 juin 2005, cause I 361/04). b) Alors que les Drs G _____ et H _____ considèrent que le trouble somatoforme douloureux de l'assurée n'a aucun effet invalidant, le Dr E _____ limite sa capacité de travail à 50%. Selon la jurisprudence, il y a généralement lieu d'accorder plus de poids à l'avis d'un spécialiste qu'à celui d'un médecin de famille dans l'appréciation de l'incapacité de travail, vu la relation de confiance qui unit celui-ci à son patient et l'amène en cas de doute à prendre parti pour lui (ATF 125 V 353 consid. 3b/cc et les références, RJJ 1995, p. 44 ; RCC 1988 p. 504 consid. 2). Cela étant, ce n'est pas pour ce seul motif que le Tribunal de céans n'entend pas suivre l'avis du Dr E _____.

A/3332/2009 - 12/14 - En effet, force est de constater que les conclusions de ce médecin, qui est par ailleurs spécialiste en chirurgie orthopédique, sont peu motivées en comparaison de celles de la Dresse G _____, qui, en sa qualité de médecin psychiatre, s'est fondée sur une anamnèse familiale, professionnelle, psychosociale et psychiatrique complète de l'assurée. La Dresse G _____ n'a ainsi retenu aucune atteinte du registre psychotique, ni trouble grave de la personnalité permettant de conclure à l'existence d'une comorbidité grave. Les médecins du Centre multidisciplinaire d'étude et de traitement de la douleur des HUG ont effectivement constaté chez la patiente, un an après son expertise, des scores d'anxiété et de dépression élevés. Ceux-ci ont toutefois été mis en relation avec la douleur et ne suffisent de ce fait pas pour fonder une comorbidité grave. Aucune perte d'intégration sociale de l'assurée n'a de surcroît été mise en évidence alors que ce critère est l'une des conditions nécessaires, au sens de la jurisprudence, pour admettre le caractère invalidant d'un trouble somatoforme douloureux. Il n'y a pas non plus de constatation de l'existence d'un état psychique cristallisé, autre condition indispensable. Les médecins ayant ausculté l'assurée ont par ailleurs révélé des discordances importantes entre son attitude et les éléments objectifs du status. Il n'y a ainsi pas lieu de suivre l'assurée lorsqu'elle reproche au Dr H _____ d'être contradictoire en émettant un pronostic sombre tout en admettant une capacité de travail entière dans une activité adaptée. Le Tribunal de céans constate en effet que les conclusions de ce médecin concernent l'attitude de l'assurée qui se cristallise dans une idée d'invalidité et non pas son état. Ceci a du reste été relevé par l'ensemble des médecins, à l'exception du médecin traitant. Si l'on peut concevoir que, étant mandatés par l'assurance perte de gain ou par l'intimé, ceux-ci ont pu éventuellement faire preuve d'une certaine subjectivité dans leur appréciation, force est de constater que tel n'est pas le cas du

Centre multidisciplinaire de la douleur des HUG, qui a pourtant fait état des nombreuses auto-limitations de l'assurée au cours de son examen. Ces constatations conduisent à dénier tout caractère invalidant à la pathologie de l'assurée et à confirmer les conclusions de la Dresse G_____.

E. 10

Reste à déterminer le degré d'invalidité de l'assurée.

L'art. 16 LPGA prévoit que, pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas invalide est comparé avec celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation, sur un marché du travail équilibré.

Pour procéder à la comparaison des revenus, il convient en principe de se placer au moment de la naissance du droit à la rente (ATF 130 V 343 consid. 4). Les revenus avec et sans invalidité doivent être déterminés par rapport à un même moment et les

A/3332/2009 - 13/14 - modifications de ces revenus susceptibles d'influencer le droit à la rente, survenues jusqu'au moment où la décision rendue (c'est-à-dire entre le projet de décision et la décision elle-même), doivent être prises en compte (cf. ATF 129 V 222 consid. 4.1, 128 V 174).

Le revenu d'invalide doit être évalué avant tout en fonction de la situation professionnelle concrète de l'intéressé. En l'absence d'un revenu effectivement réalisé, il y a lieu de se référer aux données statistiques, telles qu'elles résultent des enquêtes sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique (ATF 126 V 75 consid. 3b). La mesure dans laquelle les salaires ressortant des statistiques doivent être réduits, dépend de l'ensemble des circonstances personnelles et professionnelles du cas particulier (limitations liées au handicap, âge, années de service, nationalité ou catégorie d'autorisation de séjour et taux d'occupation) et résulte d'une évaluation dans les limites du pouvoir d'appréciation. Une déduction globale maximum de 25% sur le salaire statistique permet de tenir compte des différents éléments qui peuvent influencer le revenu d'une activité lucrative (cf. ATF 126 V 75 consid. 5).

En l'occurrence, le calcul de l'intimé prend en considération un abattement supplémentaire qui tient compte de l'invalidité de l'assurée et de ses limitations et ne prête dès lors pas le flanc à la critique. Le taux obtenu est nettement insuffisant pour donner droit à une rente (art. 28 LAI). Il n'ouvre même pas le droit à une mesure de reclassement puisque le taux d'invalidité reconnu par la jurisprudence à cet effet consiste en une diminution de la capacité de gain de l'ordre de 20% (ATF 124 V 108 consid. 2b et les références).

Une aide au placement ne se justifie pas davantage, l'assurée ayant à plusieurs reprises manifesté son désir de ne plus reprendre d'activité lucrative comme l'ont constaté notamment l'OCE et le Dr H_____.

A/3332/2009 - 14/14 -

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.